

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POLYKOTE

AVENUE DE L'EUROPE
ZONE INDUSTRIELLE
76220 Gournay-En-Bray

Références : UDRD-2025-T.07-392
Code AIOT : 0005800652

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2025 dans l'établissement POLYKOTE implanté AVENUE DE L'EUROPE ZONE INDUSTRIELLE 76220 GOURNAY-EN-BRAY. L'inspection a été annoncée le 10/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle (visite des 3 ans).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POLYKOTE
- AVENUE DE L'EUROPE ZONE INDUSTRIELLE 76220 GOURNAY-EN-BRAY
- Code AIOT : 0005800652
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société POLYKOTE SAS exerce au sein de son établissement localisé à GOURNAY EN BRAY des activités d'impression pour l'emballage de ramettes de papier et d'emballages alimentaires, de contre-collage et complexage de matériaux pour l'isolation dans les bâtiments.

Les activités sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 février 2014.

Depuis février 2024, la société fait partie du groupe BRODART Packaging, groupe leader en France sur l'impression d'emballage de produits fromagers.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AR - 9
- Équipement sous pression
- IED-MTD
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Emissions diffuses de COV	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3-11 de l'annexe	Demande d'action corrective	3 mois
3	Emissions de COV dans les gaz résiduaires	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3-11-1-2 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Meilleures techniques disponibles (MTD) applicables	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Utilisation de mousse d'extinction incendie	Règlement européen du 20/06/2019, article 2019/2021	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7-3-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis le 9 décembre 2024, l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleurs techniques disponibles applicables à certaines ICPE relevant du secteur du traitement de surface à l'aide de solvant organiques s'applique à l'établissement POLYKOTE avec de nouvelles exigences sur les niveaux d'émissions diffuses et canalisées de COV. D'après le plan de gestion des solvants 2024 présenté par l'exploitant, celui-ci respecte le pourcentage d'émissions diffuses autorisées. Toutefois quelques ajustements sont demandés sur l'élaboration de ces plans de gestion.

Concernant le respect des VLE des rejets atmosphériques, les mesures en 2024 n'ont pas été effectuées, faute d'activité suffisante, l'établissement connaissant des périodes d'activité partielle. Les mesures planifiées en mai 2025 n'ont pas pu être réalisées du fait du matériel du prestataire en panne et une nouvelle date au mois de juillet 2025 a été arrêtée pour la réalisation des mesures de rejet de COV dans l'air. A défaut d'analyse, l'exploitant s'exposera à des suites administratives.

Il a aussi été vérifié en visite d'inspection que l'exploitant avait bien réalisé une analyse du risque foudre et qu'il réalisait les contrôles des installations de protection contre la foudre mises en place sur le site suivant les recommandations de l'analyse précitée.

Il a aussi été vérifié le respect des contrôles périodiques des équipements sous pression de l'établissement. Deux équipements sont en retard d'inspection périodique de trois mois mais l'exploitant a planifié leur contrôle au mois de juillet. Concernant les bouteilles de CO2 de l'installation d'extinction automatique et les équipements du groupe froid, l'exploitant transmettra leurs caractéristiques de pression et volume et confirmera si ces équipements sont soumis aux contrôles réglementaires d'inspection périodique ou de requalification périodique. Il prendra les actions correctives nécessaires le cas échéant.

A l'issue de la visite d'inspection, des demandes sont formulées à l'exploitant par lettre préfectorale. Il y répondra dans les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Evolutions sur site depuis la dernière visite
Prescription contrôlée : La société POLYKOTE dont le siège social est situé à Gournay-en-Bray est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées à exploiter sur le territoire de la commune de Gournay-en-Bray, Zone industrielle, avenue de l'Europe, les installations détaillées en annexe.
Constats : L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu de changement relatif aux rubriques ICPE dans la situation

administrative des installations.

Depuis 2022, l'exploitant connaît régulièrement des périodes de chômage partiel du fait de l'activité d'impression pour l'emballage de ramettes de papier en forte baisse. La consommation de solvants autorisée à 230 t/an dans le cadre de la rubrique IED n°3670 est en fait bien inférieure. Pour autant, l'exploitant ne souhaite pas revoir son classement.

Depuis le rachat de l'entreprise par le groupe BRODART Packaging, l'exploitant espère l'arrivée de nouvelles activités, notamment des activités relatives à de l'impression d'emballages alimentaires. Toutefois, à ce jour, l'exploitant ne dispose pas des certifications sanitaires nécessaires à cette activité.

Dans l'atelier, une des trois lignes d'impression a été démantelée. Les installations susceptibles d'émettre des COV sont les deux autres lignes d'impression par flexographie, la machine à laver, la station-encre. A noter que l'activité de contre-collage est uniquement consommatrice de colle aqueuse, sans solvants.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Emissions diffuses de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3-11 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion solvants

Prescription contrôlée :

3-11 Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition

Emissions diffuses de COV

pour les émissions diffuses de COV : VLE = **12%** des solvants organiques utilisées à l'entrée, calculées d'après le plan de gestion des solvants.

Constats :

D'après le plan de gestion des solvants transmis en 2024, l'exploitant respecte la VLE réglementaire de 12 % d'émissions diffuses de COV par rapport aux solvants organiques utilisés à l'entrée. La part d'émissions diffuses serait de 3,2 %.

Un examen plus approfondi des données d'entrées utilisées pour établir le plan de gestion des solvants (PGS) a été réalisé.

En 2023, l'exploitant a été accompagné par un bureau d'études pour créer la trame de PGS.

L'arrêté préfectoral du 6 février 2014 imposait 3 plans de gestion séparés, le premier pour la partie préparation des encres et vernis, le deuxième pour l'activité d'impression et le troisième pour le nettoyage, les trois étant ensuite rassemblés dans un plan de gestion global. Certaines quantités de solvants étaient donc réparties entre les trois plans suivant une clé de répartition possiblement sujette à interprétation. De plus, le paramètre O7 était utilisé pour signifier le transfert de produits entre deux PGS alors qu'il est censé quantifier les solvants vendus à l'extérieur donnant lieu à une FDS.

Les principales données d'entrée ont été passées en revue pour comprendre la construction des PGS de l'exploitant :

- I1 solvants achetés et réutilisés : l'exploitant se base sur les sorties de stocks via son logiciel ERP et applique un coefficient de concentration solvant dans le cas des encres et vernis. Une vérification supplémentaire est faite via la consultation de l'utilisation des matières premières de la station

encres.

- I2 solvants récupérés : pas de récupération ou régénération sur site - sans objet
- O1 émissions canalisées à l'atmosphère : les imprimeuses de l'atelier, la machine de nettoyage et la station encres sont raccordées à l'oxydateur thermique extérieur (RTO) avant rejet à l'atmosphère. La répartition entre les postes préparation / impression / nettoyage est réalisée sur la base de mesures de débit faites en 2023 sur les différentes aspirations des machines en fonction des productions et des temps de fonctionnement. Le calcul est aussi basé sur les résultats de mesure annuelle de rejet de CO en sortie de RTO. Une mesure est aussi réalisée en entrée du RTO donnant lieu à un % de rendement de l'oxydateur. Or en 2024, compte tenu de l'activité partielle, la mesure annuelle n'a pas été faite et le PGS 2024 est calculé avec les données O1 de 2023. De plus, l'estimation de O1 repose sur le fait que 100 % des émissions des machines sont canalisées.
- O2 rejets aqueux : sans objet ;
- O5 solvant détruit : sur la base de la mesure annuelle de rejet, O5 correspond au total des émissions multiplié par le rendement oxydateur (97,4 % en 2023) ;
- O6 solvants dans les déchets : la quantité est évaluée sur la base des bordereaux de déchets de solvants ; aucune quantité n'est évaluée sur les des déchets de chiffons qui ont été imbibés de solvant. Il est nécessaire d'affiner ce poste vu les quantités de chiffons observés dans l'atelier (plusieurs bidons fermés de chiffons sales) ;
- O8 solvants régénérés en externe : le prestataire qui reçoit les déchets en régénère une partie et fournit cette quantité (1990 kg en 2024) ;
- O3, O7 et O9 sans objet ;
- O4 émissions non captées : obtenu par différence (=I1-O1-O5-O6-O8)

Il est attendu à compter de 2025 que l'exploitant établisse un seul PGS par année pour toute l'activité du site conformément à la partie 7 de l'annexe VII de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles. Le PGS doit être basé sur la mesure de rejets de l'année en cours. Des ajustements sont attendus sur l'évaluation de O6 et l'estimation des solvants rejetés avec les chiffons. Pour la machine d'impression non capotée (dans le premier atelier), l'exploitant affinera le flux O1, où il est peu probable que 100 % des émissions de solvants soient canalisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : Il est demandé à l'exploitant de préciser sous trois mois les évolutions apportées à la trame de PGS sur la base des constats ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Emissions de COV dans les gaz résiduels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3-11-1-2 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, Mesure des émissions

Prescription contrôlée :

3-11 Flexographie et impression en héliogravure non destinée à l'édition

3-11-1-2 pour les émissions de COV dans les gaz résiduels :

COVT 20 mg C/Nm³

Pour les unités utilisant une technique de concentration externe, par adsorption des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, en combinaison avec une technique de traitement de l'effluent gazeux, la VLE ci-dessous s'applique pour le gaz résiduaire du concentrateur. Les émissions provenant du concentrateur sont mesurées dans un conduit spécifique à cet effluent

Gaz résiduaire du concentrateur COVT : 50 mg C/Nm³

Système de traitement thermique NOX 100 mg eq NO₂/Nm³, CO 100 mg/Nm³, COVT 20 mg C/Nm³

Constats :

L'oxydateur thermique (RTO) installé sur le site ne dispose pas de technique de concentration. La valeur limite d'émission VLE en COVT à respecter en sortie, à la cheminée, est donc de **20 mg C/Nm³**

La dernière mesure effectuée par l'exploitant a été effectuée en 2023. En 2024, l'exploitant n'a pas pu réaliser de mesure de rejet du fait de la faible visibilité sur le planning de production en situation d'activité partielle, incompatible avec les délais d'intervention des organismes de contrôle des rejets dans l'air.

Le 26 mai 2025, l'exploitant avait planifié un contrôle mais l'analyseur de COV utilisé par l'organisme est tombé en panne conduisant à une replanification de la mesure le 26 juillet, sous réserve d'une activité normale de production ce jour-là. L'avenant au contrat justifiant de la panne et du report a été présenté par l'exploitant.

Les mesures de rejet sont effectuées en sortie de cheminée (point de mesure aménagé) mais aussi sur la tuyauterie horizontale en amont du RTO. Il n'y a pas d'aménagement spécifique mais une petite ouverture pour permettre le passage de la sonde. L'exploitant s'assurera que cette ouverture est bien couverte de manière étanche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 : Il est demandé à l'exploitant sous trois mois de transmettre le rapport de mesure des émissions atmosphériques. En l'absence de mesure de rejet, l'exploitant s'expose à des suites administratives.

L'exploitant transmettra également une photo justifiant que la prise de mesure dans la tuyauterie en amont du RTO est bien rebouchée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Meilleures techniques disponibles (MTD) applicables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, examen IED

Prescription contrôlée :

Suites données par l'exploitant aux propositions de l'exploitant dans le dossier de réexamen IED et au courrier DREAL du 22 mai 2023

- **MTD 9 : Nettoyage (point 2.8 de l'AMPG) :**
 - une procédure doit être établie pour encadrer l'élimination des solides (raclettes) avant nettoyage complet ;
 - des chiffons pré-impregnés d'agent de nettoyage seront utilisés pour le nettoyage manuel en remplacement des chiffons nettoyables ;
- **MTD 13 : Émissions lors d'OTNOC-conditions d'exploitation autres que normales(point 2.9.4 de l'AMPG) :**
 - dans l'objectif de réduire la fréquence des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales) et de réduire les émissions à l'atmosphère lors de ces périodes, une évaluation des risques doit être réalisée pour déterminer les équipements critiques de l'établissement pour la protection de l'environnement. Il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV ;
 - un programme structuré doit être établi visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques et qui comprend les modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programme ;
- **MTD 19 : Efficacité énergétique(point 2.9.6 de l'AMPG) :**
 - le plan d'efficacité énergétique doit être mis à jour ;
 - un bilan énergétique annuel est à établir ;
 - le suivi de la consommation des lignes d'impression en fonction des m² produits est à réaliser ;
- **MTD 22: Gestion des déchets(point 2.9.9 de l'AMPG) :**
 - afin d'optimiser la régénération des solvants, le plan de gestion des déchets doit inclure un indicateur pour le suivi de la régénération (rendement à établir).

Constats :

Dans le dossier de réexamen IED, l'exploitant avait proposé plusieurs axes d'amélioration. Un point d'avancement a été fait sur ces actions :

MTD 9 : Nettoyage (point 2.8 de l'AMPG) :

Il a été vérifié la procédure interne MO008 version2 relative au nettoyage des bacs qui précise qu'il faut enlever un maximum de résidu sec avant lavage.

Par contre l'action relative aux chiffons pré-impregnés d'agent de nettoyage a été abandonnée, faute de trouver un fournisseur ; actuellement les chiffons sont lavés et recyclés par un prestataire extérieur.

MTD 13 : Émissions lors d'OTNOC-conditions d'exploitation autres que normales(point 2.9.4 de l'AMPG) :

L'exploitant a conduit une évaluation des risques déterminant que l'oxydateur thermique est l'équipement le plus critique pour la protection de l'environnement. Si le RTO est en panne, aucune production ne peut être planifiée, l'installation ne pouvant démarrer. Actuellement, la maintenance annuelle de cet équipement est sous-traitée à son constructeur dont la dernière intervention s'est déroulée le 6 mai 2025. Avec son appui, il a été identifié une vingtaine de pièces critiques (liste du 24 mars 2025) devant être en stock pour éviter un arrêt prolongé en cas de panne. Il reste à ce jour 3 références à commander : électrode flamme, cellule flamme et transformateur d'allumage.

MTD 19 : Efficacité énergétique (point 2.9.6 de l'AMPG) :

L'exploitant présente chaque année en revue de direction un état des lieux des consommations énergétiques assorti d'indicateurs. Un audit énergétique a été effectué mais le contexte difficile

de la société limite le lancement d'actions sur le sujet.

MTD 22: Gestion des déchets (point 2.9.9 de l'AMPG) :

Il y avait auparavant un distillateur sur le site qui a été supprimé, faute de rentabilité. L'indicateur est désormais sans objet. La régénération de solvants est aujourd'hui effectuée par le prestataire qui reçoit les déchets de solvants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : Il est demandé à l'exploitant de confirmer sous un mois qu'il dispose, dans son stock, l'ensemble des pièces jugées critiques en cas de panne du RTO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Utilisation de mousse d'extinction incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article 2019/2021

Thème(s) : Produits chimiques, Vérification de l'absence de PFAS dans les mousses

Prescription contrôlée :

Courrier DREAL du 25 avril 2025 sur les restrictions/interdictions de PFAS dans les émulseurs et actions à mener lors de leur remplacement

Règlement POP 2019/2021 et règlement REACH

Interdiction des substances suivantes : PFOS, PFOA, PFCA, PFHxS, PFHxA (2026)

Constats :

L'exploitant s'est renseigné auprès du prestataire en charge de la sécurité incendie sur le site sur les émulseurs fluorés présents. Il dispose en effet de deux bidons de 20L d'émulseurs de type AFFF branchés sur les RIA (bidon POLYFOAM B3/6 observé dans l'atelier).

Le prestataire dans sa réponse du 26 mai 2025 confirme que les émulseurs contiennent des additifs fluorés dont le remplacement doit être effectué avant 2030 sans préciser l'absence des substances PFOS, PFOA, PFCA, PFHxS, PFHxA.

La FDS du produit a aussi été fournie. Elle précise que le produit contient un mélange de surfactants synthétiques fluorés sans plus de détail.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 : Il est demandé à l'exploitant sous un mois de confirmer l'absence des substances PFOS, PFOA, PFCA, PFHxS, PFHxA à partir des données du fournisseur dans les émulseurs présentes dans les ateliers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 7-3-3
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées soumises à autorisation. <u>Article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010</u> : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.« La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.
Constats : L'analyse du risque foudre a été réalisée en 2009 par un prestataire suivant l'arrêté ministériel du 15/01/2008 et la norme NF EN62305-2. Ce rapport, transmis à l'inspection, préconisait une protection de niveau 1 sur le bâtiment de production et sur la cheminée et de niveau IV sur l'auvent. D'après le dossier d'ouvrages exécutés transmis, la protection du site a été réalisée sur la base des préconisations de l'Analyse du Risque Foudre (ARF) pré-citée et de l'étude technique résultant de l'ARF. Il est décrit notamment que le bâtiment de production a été équipé d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA) rehaussé par un mât de plus de 5 mètres au dessus de la zone à protéger. Le PDA est équipé de 2 conducteurs de descente. Au pied de la cheminée, il a été réalisé deux conducteurs de descente avec un compteur de coup de foudre sur la descente la plus directe. L'exploitant a précisé que ses installations de protection contre la foudre étaient vérifiées annuellement. Il a été consulté le dernier rapport de vérification référence n° 14248433/5-1-1 daté du 25 juin 2025 qui ne comportait pas de remarque. Sur le terrain, il a été observé le mât parafoudre sur le bâtiment ainsi que le compteur de coup de foudre au pied de la cheminée du RTO. Au final, l'inspection des installations classées n'a pas d'observation quant au respect par l'exploitant des prescriptions relatives à la protection contre la foudre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Equipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été consulté la liste des ESP, fichier partagé avec le service maintenance. Deux déshuileurs (récipient d'air) sont en retard d'inspection périodique depuis le mois de mai 2025. L'exploitant explique ce retard par le souhait d'intervenir pendant une opération de maintenance cet été car les équipements devront être mis à l'arrêt et ouverts. L'inspection périodique est planifiée. Pour preuve, l'exploitant a transmis le devis en date du 26 mai 2025 d'un organisme habilité pour une intervention planifiée le 17 juillet 2025.</p> <p>L'exploitant possède une installation d'extinction automatique où se trouvent 6 bouteilles contenant du CO2 (2kg / récipient). A ce jour, l'installation n'est pas suivie au titre de la réglementation des équipements sous pression. Au cours de la visite de terrain, le capot de protection n'a pas permis de vérifier la pression de service (PS) et le volume de ces extincteurs. Afin de déterminer le suivi réglementaire, l'exploitant doit d'abord recueillir ces informations. Si la bouteille de CO2 a des caractéristiques PSxV >200 et PS>4 alors l'équipement devra respecter l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et notamment les dispositions relatives à l'article 15 de l'arrêté susmentionné. De plus, les extincteurs, dont la PS est supérieure à 30 bar, sont soumis à requalification périodique dans les conditions fixées au I de l'article 18 de l'arrêté ministériel susmentionné.</p> <p>Il a aussi été observé un groupe froid à côté de l'installation d'extinction automatique. De même le capot de l'installation a empêché d'identifier d'éventuels équipements sous pression. L'exploitant s'assurera avec l'appui éventuel d'un organisme habilité si le groupe contient des équipements sous pression soumis au suivi en service.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°5</u> : Il est demandé à l'exploitant de transmettre dans un délai d'un mois les compte rendus d'inspection périodique des deux déshuileurs pré-cités. De plus dans le même délai, il est demandé de fournir les caractéristiques de pression maximale admissible et de volume des bouteilles de CO2 qui équipent l'installation d'extinction automatique et les dispositions éventuelles pour assurer le suivi en service des équipements. Il en est de même pour les équipements qui constituent le groupe froid.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois